

NATIONS UNIES CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



50468

Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/CAS.4/SRC/3
22 mars 1965

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion des chefs des bureaux de
statistique de l'Afrique du nord et de l'est
Addis-Abéba, 8 - 14 avril 1965

DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE ET PLANIFICATION

(Note préparée par le secrétariat)

Introduction

1. Une des principales questions examinées à la troisième Conférence des statisticiens africains, qui s'est tenue à Addis-Abéba en octobre 1963, était le développement des programmes de statistiques, en ce qui concerne en particulier les renseignements nécessaires pour la planification économique et sociale. La Conférence a émis le vœu que ce sujet fasse l'objet d'un des projets de haute priorité du programme de développement des statistiques du secrétariat de la CEA et a fixé les grandes lignes de la réalisation de ce projet. Le secrétariat de la CEA a donc, à l'intention d'un groupe de travail composé de statisticiens et de planificateurs qui doit se réunir au milieu de 1965, préparé un document traitant en détail du développement des statistiques en Afrique.

2. Auparavant, à l'occasion des réunions sous-régionales, on peut faire les quelques observations préliminaires ci-après sur certains des points dont traite le document précité. Les participants à la Conférence des planificateurs africains voudront peut-être examiner dans quelle mesure les principes généraux et les dispositions générales qui sont exposés pourraient s'appliquer à l'Afrique.

3. Dans les pays africains, il conviendrait que les statistiques tendent à l'établissement d'un compte fortement intégré faisant apparaître les ressources, la structure et les activités économiques, pour que, dans la mesure du possible, il n'y ait pas concentration des travaux statistiques sur des matières isolées. Après une récapitulation des progrès réalisés dans le développement des activités statistiques, viennent un exposé des renseignements nécessaires et quelques considérations pratiques relatives à l'organisation des travaux. La dernière partie du présent document traite du développement des divers éléments du programme de statistique. Etant donné l'ampleur du sujet, le présent document sera, par la force des choses, nécessairement incomplet.

Progrès réalisés dans le développement des activités statistiques

4. Si la création dans toute l'Afrique de services statistiques suffisants ne peut être qu'une opération longue et difficile, l'entreprise, d'ores et déjà, bénéficie d'un avantage en ce sens qu'elle est considérée par les pays africains comme étant dans une large mesure une entreprise collective. L'établissement entre les pays d'une liaison étroite dans le domaine des statistiques contribuera beaucoup à en assurer la normalisation et la comparabilité internationale et les échanges de renseignements sur les activités en cours faciliteront beaucoup l'utilisation la plus large possible de l'expérience acquise dans l'adaptation des méthodes aux conditions propres à l'Afrique.

5. Etant donné les conditions qui existaient avant l'indépendance et au moment de l'accession à l'indépendance, l'étendue des activités statistiques varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains des bases suffisantes avaient déjà été posées avant l'indépendance et les transformations politiques n'ont exercé aucune influence sur le développement des services statistiques. Dans d'autres, la situation a été moins favorable en raison du peu d'importance des activités statistiques avant l'indépendance ou du départ rapide des cadres. Néanmoins, dans l'ensemble, la situation est maintenant beaucoup plus encourageante car on s'accorde à reconnaître l'importance que revêtent

de bonnes statistiques et dans presque tous les pays on enregistre des progrès.

6. Un certain nombre de facteurs conditionnent le rythme du développement des statistiques, les plus importants étant peut-être la demande de renseignements pour la planification économique et sociale et l'existence d'un personnel. Dès qu'un pays entreprend sérieusement de procéder aux opérations techniques qu'implique la planification, son service statistique doit s'étoffer considérablement, le recrutement du personnel vient alors en général au premier rang de l'ordre de priorité. Il a été démontré que, les conditions s'y prêtant, les statistiques peuvent se développer très rapidement. Ici intervient un élément important, à savoir les besoins de la planification, qui offrent aux activités statistiques un champ beaucoup plus large tout en leur enlevant de leur monotonie et en imposant une certaine organisation dans le rassemblement des données statistiques en vue de donner de l'économie une image relativement satisfaisante et complète.

Besoins de statistiques

7. La planification économique est le principal moteur du développement des statistiques, mais on doit admettre qu'un service de statistique doit également fournir des renseignements aux entreprises commerciales, aux organismes officiels et étrangers. Dans l'établissement de son programme de travail, on doit donc tenir compte des besoins des utilisateurs, mais au début il faudra probablement accorder la priorité aux besoins de la planification.

8. Les besoins de données statistiques des économies planifiées et des économies de marché, sont à peu près les mêmes, même si les concepts et les applications diffèrent dans une certaine mesure. Dans tous les pays, le gouvernement doit bien connaître la situation et être en mesure de prévoir les effets globaux probables des changements résultant des activités axées sur le développement et des autres facteurs agissant sur l'équilibre économique et social. Sous cet angle,

les conditions statistiques requises pour la planification peuvent être définies en termes très généraux comme étant l'établissement d'un état quantitatif faisant apparaître la structure et les activités économiques d'un pays, présentées de manière à permettre l'étude des modifications futures possibles. Les méthodes utilisées à cet effet en Afrique doivent être plutôt empiriques et souples pour que l'on puisse utiliser au maximum les statistiques disponibles, dont certaines peuvent être approximatives.

9. Dans l'exposé qui suit on supposera qu'un service national de statistique s'occupe principalement des renseignements requis pour les analyses globales et sectorielles, alors que les renseignements relatifs aux projets incomberont aux divers organismes compétents. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que, dans certains domaines, il pourra être nécessaire de ne pas s'en tenir à cette répartition.

10. Pour étudier les besoins de statistiques, il y a intérêt, tout d'abord, à examiner la comptabilité nationale en tant que facteur de coordination du programme de travail puisque cette comptabilité est un des rares moyens imaginés jusqu'ici pour réunir des informations relatives à un grand nombre d'activités différentes. La question a été examinée à la troisième Conférence des statisticiens africains, au cours de laquelle on a critiqué l'utilisation de la comptabilité nationale comme base de l'établissement des programmes de statistiques. Il est certain que la comptabilité nationale n'embrasse pas tous les besoins de statistiques, mais elle constitue cependant un point de départ commode pour l'examen des divers éléments d'un programme d'ensemble. Il convient ici de mentionner le système de comptabilité nationale mis au point par l'Organisation des Nations Unies (SCN), qui donne un certain nombre de définitions admises dans le monde entier, en faisant observer qu'on procède actuellement à une refonte de ce système.

11. Le SCN vise à donner un tableau de la structure d'ensemble de l'économie d'un pays fondé sur les flux de paiements observés à l'intérieur du pays et entre le pays et le reste du monde. Il donne un

certains nombre d'agrégats très utiles qui servent d'indicateurs de la conjoncture économique et lorsqu'il comprend une ventilation du revenu national et du produit intérieur par branches d'activité, il fait voir l'importance relative des diverses branches de l'activité productive. Cependant, sous sa forme normalisée, il n'est pas destiné à servir à l'analyse de la production, et, en particulier, il ne tient aucun compte des produits intermédiaires.

12. Quoi qu'il en soit, les comptes types du SCN ne forment nullement un ensemble rigide; ils peuvent être adaptés aux besoins de certains pays sans qu'il soit nécessaire de modifier les définitions des flux de paiements qui sont internationalement admises. Pour que le SCN puisse permettre une analyse satisfaisante de la production, il faudrait avant tout ajouter les transactions concernant les produits intermédiaires. Il n'est pas possible, aux premiers stades du développement des statistiques, de procéder à une analyse approfondie des tableaux entrées - sorties. Aussi pourrait-on, à titre provisoire, utiliser un système modifié dans lequel on procéderait à l'évaluation de la consommation et de la production de produits intermédiaires, par branches d'activité, sans donner de détails sur les transactions intervenant entre branches d'activité.

13. L'Annexe I donne un exemple de ce genre. Le compte "revenu national" du SCN a été remplacé par un compte "production", dans lequel entrées principales et valeur ajoutée sont égales à la production brute calculée aux prix à la production. Le compte "produit intérieur" a été modifié pour qu'il mesure l'offre et la demande totales. Pour simplifier les opérations et aussi en raison de l'insuffisance de données statistiques satisfaisantes dans la plupart des pays, le compte "Ajustement de capital" et le compte "Formation intérieure de capital" du SCN ont été supprimés et les postes relatifs au capital ont été transférés à un compte épargne - investissement. Si l'on excepte les transactions relatives aux produits intermédiaires, les flux particuliers sont les mêmes que dans le SCN et les principaux agrégats du SCN peuvent aisément être extraits du tableau. Cependant,

pour certains pays, il pourrait être nécessaire de procéder à d'autres regroupements ou simplifications. Le principal avantage de ce genre de tableau est que, dans les conditions africaines, il s'est révélé capable de donner une représentation assez détaillée des activités économiques courantes, utile pour coordonner les divers aspects de la planification du développement. C'est un arrangement élargi de ce genre qu'il faut envisager pour examiner les comptes nationaux sous l'angle des programmes de développement des statistiques.

14. Toutefois, il y a lieu de souligner que le tableau donné à l'annexe I n'est pas proposé pour être une adaptation du SCN qui serait applicable à l'échelle internationale. Il est seulement destiné à illustrer la façon dont on peut modifier les comptes sans aucun changement des définitions fondamentales et l'on ne doit pas perdre de vue que les modifications apportées sont fonction des besoins particuliers de chaque pays. Ce tableau est par ailleurs trop simplifié pour que l'ensemble de comptes qu'il comporte soit utile. En particulier, la ventilation par branches d'activité est insuffisamment poussée.

15. Si l'on examine une série de comptes modifiée comme il est indiqué ci-dessus, on verra qu'elle comprend toutes les activités des secteurs de la production, de la distribution et des services selon l'optique des paiements, les transactions monétaires et non monétaires des ménages, les finances publiques, la formation de capital, la balance des paiements et le commerce extérieur. Naturellement, le nombre des détails figurant dans les comptes dépend des besoins particuliers et de l'existence de renseignements. Cependant, il est évident que les comptes englobent une assez grande partie des besoins statistiques essentiels.

16. Les postes qui n'apparaissent pas directement dans les comptes sont les ressources humaines et les conditions de vie, les ressources matérielles et le volume de la production et de la distribution courantes. En ce qui concerne ces deux derniers points, on n'ignore pas que les statistiques de la comptabilité nationale à prix constants

donnent en fait les variations de volume, ce qui ne supprime pas la nécessité de données de base à ce sujet. Il convient également de noter que pour certaines utilisations les comptes doivent être considérablement découpés et que des renseignements supplémentaires sont nécessaires sur les finances, en particulier pour déterminer l'origine des fonds allant à la formation de capital et pour évaluer la situation financière générale du pays. Si l'on veut des statistiques détaillées, on a besoin, en plus des renseignements fournis par la comptabilité nationale, de données supplémentaires au sujet de toutes ces questions.

17. Il s'ensuit que les statistiques nécessaires peuvent être groupées sous les rubriques suivantes :

- 1) Ressources humaines : population, main-d'oeuvre, conditions de vie.
- 2) Ressources matérielles : inventaire des ressources essentielles, structure de la production.
- 3) Production et consommation courantes (y compris le secteur de la distribution et les services) : valeur et éventuellement quantités sur lesquelles portent les transactions relatives aux produits intermédiaires et finaux.
- 4) Finances publiques.
- 5) Autres transactions financières.
- 6) Balance des paiements et commerce extérieur.

18. Les deux premiers groupes de cette liste se rapportent à la structure économique et sociale servant de cadre aux activités du pays, mais il faut noter que l'inventaire des ressources essentielles n'incombe pas au service central de statistique. Quant aux quatre derniers groupes, ils se rapportent à la valeur des transactions courantes et le cas échéant à leur volume. Les groupes ne s'excluent pas l'un l'autre. Par exemple, les conditions de vie dépendent de la répartition des revenus, de la structure de la consommation et des conditions sociales, qui sont étroitement liées à la production courante et à certains postes des finances publiques et du commerce extérieur.

19. Il ressort de ces considérations que l'essentiel est l'existence d'un lien très étroit entre tous les aspects des statistiques économiques et sociales; il est nécessaire par conséquent de ne pas perdre de vue l'ensemble dans la collecte et l'analyse des données statistiques. Il importe d'éviter dans les travaux statistiques le compartimentage, puisqu'il peut amener un déséquilibre du programme de développement des statistiques et ne donner qu'une connaissance insuffisante de l'interdépendance des divers secteurs. Surtout aux premiers stades du développement des statistiques, il importe que l'on ait toujours une vue d'ensemble car on peut alors utiliser au mieux les données statistiques incomplètes et on peut procéder à toutes sortes de vérifications de la concordance interne et d'ajustements. Bien entendu, il n'en demeure pas moins que l'objectif principal est l'amélioration constante de la qualité des statistiques.

Organisation des travaux statistiques

20. La récapitulation générale ci-dessus des besoins de renseignements avait pour objet de fournir une base pour l'examen du contenu et du développement des programmes statistiques. Cependant, avant de procéder à cet examen, il convient de s'arrêter à certains des aspects pratiques relatifs à la nature et à la structure de l'organisation qui sera chargée des travaux statistiques. Il s'agit des principes généraux, du recrutement et de la formation du personnel, des services généraux nécessaires aux opérations statistiques, de l'organisation des activités essentielles et de l'importance des services. Chacun de ces points appellent un examen attentif mais le présent document se limitera à une simple énumération des éléments principaux.

Principes généraux

- 1) Pour assurer le caractère objectif des statistiques il faut que les services statistiques soient indépendants tout en maintenant des relations de travail étroites avec les services du plan. Les solutions adoptées à cet effet varient, mais parmi les

meilleures figure probablement la création d'un comité de coordination.

- 2) Dans certaines limites, il convient durant les premiers stades du développement de centraliser les activités statistiques afin d'utiliser le plus avantageusement possible le personnel qualifié dont on dispose et de faciliter la coordination des travaux.
- 3) La structure interne de l'organisation doit être assez souple pour pouvoir être modifiée au cas où un changement dans l'ordre de priorité ou l'extension des activités l'exigeraient.
- 4) Les attributions des services statistiques doivent être fixées par une loi qui confère un caractère confidentiel aux statistiques mettant en jeu des personnes civiles ou morales, etc. et donne à ces services le pouvoir d'obliger les recensés à fournir les renseignements demandés. Naturellement, l'obligation légale est une possibilité dont il convient de ne pas abuser.

Recrutement et formation du personnel

- 5) Les dispositions à prendre en matière de recrutement du personnel doivent tendre à l'africanisation rapide. Les conditions d'emploi doivent être suffisamment avantageuses pour éviter toute perte excessive de personnel, notamment au niveau des cadres et du personnel de direction. Il importe avant tout de créer des institutions de formation suffisantes de tous les niveaux, cette formation étant donnée soit à plein temps, soit en cours d'emploi. Il convient de noter qu'il peut suffire de donner aux cadres des échelons subalternes et aux autres membres du personnel une formation dans certains domaines, assez nettement délimités, des méthodes statistiques. Par contre, il faut donner aux fonctionnaires des cadres supérieurs une formation beaucoup plus étendue qui comprenne notamment l'économie politique et les principes de la planification. Il faut en outre utiliser au maximum les diverses formes de l'assistance technique si l'on entend obtenir un développement assez rapide des services de statistique.

Les services collectifs dans l'organisation des statistiques

- 6) L'organisation rationnelle des activités des cadres est indispensable si l'on veut faire le meilleur usage possible de ressources limitées. Cet objectif peut être atteint si on forme avec les éléments les plus qualifiés un petit groupe affecté à un service de la planification des statistiques qui s'occuperait uniquement des questions techniques. Cela faciliterait la normalisation des définitions et la coordination des travaux.
- 7) Il convient de créer sans tarder un organisme extérieur permanent qui ultérieurement sera placé sous l'autorité des bureaux régionaux du service de statistique. Cet organisme extérieur est indispensable car une grande partie des renseignements nécessaires à l'établissement d'un programme d'ensemble des activités statistiques doivent être obtenus sur place.
- 8) Une installation satisfaisante pour le traitement de l'information statistique est indispensable et il doit être choisi avec un soin particulier.
- 9) Il faut monter une bonne bibliothèque de documents de référence, ce qui peut être réalisé en partie grâce à des accords d'échanges avec d'autres organisations. Le service de statistique a généralement besoin d'une machine à imprimer facile à utiliser pour la prompte reproduction de ses publications et formules.

Organisation des activités essentielles

- 10) Aux tout premiers stades du développement des statistiques, les activités se limitent à un petit nombre de domaines importants, dont les suivants :
 - Données statistiques provenant des services administratifs et préparation d'un bulletin d'information statistique.
 - Comptabilité nationale.
 - Comptes publics.
 - Commerce extérieur.

- Statistiques des grandes entreprises.
- Statistiques des ménages, indices des prix de détail, etc.

Les recensements de population doivent être organisés en premier lieu, mais ils ne sont pas prévus sur cette liste car ils incombent à une organisation spéciale et distincte placée sous l'autorité des services statistiques.

- 11) Il faut étendre le champ des statistiques le plus rapidement possible et organiser ultérieurement les activités essentielles des services de statistique, en fonction, d'une part, de la nature des questions traitées et, d'autre part, des méthodes de rassemblement des données. L'organisation des activités essentielles pourrait, par exemple, se faire sur la base des groupements suivants :

Statistiques générales, économiques et financières

- Comptabilité nationale
- Formation de capital
- Finances publiques
- Balance des paiements
- Questions monétaires et bancaires
- Assurances et affaires immobilières
- Flux et bilans financiers

Statistiques démographiques et sociales

- Statistiques démographiques
- Emploi
- Enseignement
- Logement
- Santé publique
- Autres statistiques sociales

Statistiques des entreprises, des ménages, du commerce extérieur et des prix

Entreprises du secteur organisé

Agriculture, sylviculture et pêche
Industries extractives
Industries manufacturières, construction, électricité, eau, etc.

Transports et communications

Distribution et services

Statistiques des ménages (activités propres aux ménages et activités de la nature de celles des entreprises)

Commerce extérieur

Prix de gros et de détail

Importance des services

- 12) On pourrait commencer par créer un petit service comptant trois ou quatre statisticiens et une vingtaine d'employés de bureau dont l'effectif pourrait ultérieurement être porté à vingt statisticiens au moins et environ 500 employés d'exécution et employés de bureau, dont la moitié travaillerait en permanence à l'extérieur.

Programme de travail

21. Les notes suivantes sont disposées dans le même ordre que celui de la liste de l'alinéa 11 du paragraphe 19. Cette disposition diffère quelque peu de celle qui est adoptée dans les Séries statistiques pouvant servir aux pays peu développés, Série II, N° 31, du Bureau de statistique des Nations Unies, mais elle englobe à peu près les mêmes sujets et ne s'écarte pas fondamentalement des recommandations admises internationalement qui ont trait aux définitions et aux méthodes. Comme on l'a expliqué précédemment, cette différence vient de ce qu'on s'est efforcé de tenir compte des méthodes de rassemblement comme aussi de la nature des sujets. On a groupé les divers postes pour obtenir que leur disposition corresponde approximativement à celle qu'un bureau de statistique pourrait adopter.

Statistiques générales, économiques et financières

Comptabilité nationale

22. Il y aurait lieu de mettre au point un système élargi de comptabilité nationale pour en faire un instrument important de la planification. Il conviendrait d'entreprendre les travaux à cette fin dès le début du développement des statistiques, même en l'absence de renseignements satisfaisants, car des comptes approximatifs peuvent être utiles à la compréhension de l'économie. En outre, les opérations de préparation de ces comptes approximatifs fournissent des indications intéressantes sur les secteurs des statistiques dont le développement est le plus urgent.

23. La disposition utilisée pour l'élargissement de la comptabilité serait subordonnée aux conditions particulières des divers pays, mais, dans de nombreux cas, la première étape à considérer pourrait être celle que mentionnent les paragraphes de 10 à 13. Toutefois, pour ce qui est des flux particuliers, il serait souhaitable de conserver les définitions internationales pour que les éléments d'information soient comparables. Cette condition est particulièrement importante si un pays espère assurer son développement en collaboration avec ses voisins. Les définitions sont données dans la publication intitulée Système de comptabilité nationale et tableaux connexes, Série F, N° 2, Rev.1.

Formation de capital

24. La formation de capital se rattache de très près à la comptabilité nationale et certains de ses agrégats constituent une partie importante des comptes. Les statistiques du commerce extérieur et les renseignements sur la production intérieure de biens d'équipement peuvent être les principales sources d'information aux étapes du début. Par la suite, il est possible d'obtenir des estimations au moyen d'enquêtes directes portant sur les divers secteurs de l'économie; il en est question d'une manière plus précise dans la suite du texte. Les réponses aux questionnaires ne sont pas toujours exactes au sujet de la formation

de capital; il est donc souhaitable d'utiliser dans la plus large mesure possible les sources directes et les sources indirectes de renseignements.

Finances publiques

25. Les finances publiques sont d'une importance primordiale pour la planification économique. Il y a donc lieu de commencer par développer les statistiques s'y rapportant. Dans la plupart des pays, il existe des renseignements détaillés sur les finances publiques. Le problème consiste à les recueillir et à les analyser dans des conditions satisfaisantes. Les deux genres de renseignements que peuvent fournir les budgets et les comptes publics sont, premièrement, les états des recettes et des dépenses établis selon les notions utilisées dans les comptes proprement dits et, deuxièmement, les chiffres reclassés selon les catégories fonctionnelles et économiques du document des Nations Unies intitulé Manuel de classification économique et fonctionnelle des opérations de l'Etat, S/TAA/II.12.

26. Le regroupement est un travail minutieux, qui ne donne lieu néanmoins à aucune difficulté particulière. La plupart des pays tiendront probablement à commencer par les comptes de l'administration centrale, pour ensuite étendre les opérations aux administrations locales et aux organismes et sociétés publics. L'objectif doit être d'obtenir une couverture complète aussi rapidement que possible, même si l'analyse doit être limitée dans les détails. Il est dangereux de trop se concentrer sur les secteurs présentant un intérêt particulier pour les besoins du développement, car on risque alors de perdre de vue l'ensemble des activités.

27. Les périodes d'établissement du budget de l'Etat et la présentation des comptes de base peuvent poser des problèmes. Il pourra être nécessaire de réviser dans une certaine mesure ces opérations avant que l'on puisse en entreprendre efficacement l'analyse. Même si l'on a arrêté des méthodes d'analyse satisfaisantes, il reste indispensable de mettre au point des procédés permettant d'obtenir des renseignements

sur les dépenses effectives, assez rapidement pour qu'ils soient utiles. On obtiendra les renseignements sur les entreprises publiques de la même manière que sur les autres entreprises, comme on l'indique plus loin, mais il conviendra de les présenter séparément.

Balance des paiements

28. Dans la plupart des pays, la balance des paiements avec le reste du monde est un des éléments qui présentent un intérêt primordial pendant les étapes initiales du développement. On pourra souvent utiliser les chiffres relatifs aux variations des avoirs en or et en devises étrangères comme moyen de mesurer l'excédent ou le déficit global, mais il importe de disposer dès le début d'un état complet des transactions

29. Dans la plupart des pays africains, le développement des statistiques de la balance des paiements a donné lieu à des progrès notables; les renseignements chiffrés sont presque complets pour ce qui est des paiements dont la comptabilisation est aisée. Cependant, certaines difficultés surgissent quand il s'agit des postes dits "invisibles", tels que ceux des transactions se rapportant aux transports maritimes et les gains emportés à l'étranger par les travailleurs migrants.

De même, dans le cas des pays possédant de longues frontières terrestres, les mouvements non enregistrés de marchandises posent un problème. Les recommandations internationales sur ces sujets figurent dans le Manuel de la balance des paiements du FMI.

Questions monétaires et bancaires, etc.

30. Les statistiques relatives aux questions monétaires et bancaires peuvent s'obtenir facilement, mais ce n'est que depuis la création de banques centrales qu'on s'est efforcé de grouper les renseignements s'y rapportant sous une forme facilement compréhensible. Quand il s'agit de faire la distinction entre les capitaux extra-africains et les autres des entreprises commerciales, des difficultés surgissent, mais, dans de nombreux cas, des renseignements plus complets sont maintenant disponibles en tant que "sous-produits" des opérations du

contrôle des changes. Ces questions, bien entendu, intéressent aussi les statistiques de la balance des paiements.

31. Il y a lieu d'intégrer les chiffres concernant les opérations monétaires et bancaires dans la comptabilité nationale en utilisant les renseignements fournis par les bilans des diverses catégories d'institutions de crédit. Les variations qu'accusent leur actif et leur passif doivent être associées dans la mesure du possible à l'épargne nette du secteur des ménages, de celui de l'Etat et de celui de la production. Il convient de signaler qu'on pourra grouper ces renseignements extraits des bilans pour en faire un bilan du système monétaire dans son ensemble.

32. Les statistiques des assurances, jointes à celles qui concernent les fonds de pension, correspondent à un domaine assez spécialisé. Elles n'ont pas encore pris une grande importance en Afrique. Les données peuvent être obtenues auprès des services administratifs, c'est-à-dire sans grande difficulté. Les statistiques des opérations sur biens immobiliers n'existent pas dans la plupart des pays africains; il faudra s'en tenir à la méthode actuelle des estimations spéciales faites aux fins de la comptabilité nationale.

Flux et bilans financiers

33. Les renseignements concernant les flux et bilans financiers sont difficiles à obtenir. D'ailleurs, presque partout dans le monde, les travaux relatifs à ce domaine sont relativement peu développés. On doit néanmoins disposer aussi rapidement que possible de quelques indications sur l'origine des capitaux allant à l'investissement intérieur et sur la situation financière générale de chacun des secteurs principaux. Il faudra probablement considérer comme un projet pour l'avenir l'établissement de comptes et de bilans plus complets. Les renseignements pertinents concernent particulièrement, bien entendu, les quatre derniers sujets mentionnés ci-dessus.

Statistiques démographiques et sociales

Statistiques démographiques

34. Les ressources humaines sont un des éléments principaux auxquels est subordonné le développement et le bien-être des individus est un des principaux objectifs des efforts de développement. Il convient donc de considérer les renseignements de base relatifs à la population comme étant au nombre des plus importants en statistique; à vrai dire, cette manière de voir est adoptée dans la plus grande partie de l'Afrique. Les principales opérations relatives aux statistiques démographiques sont les recensements et l'enregistrement des événements de l'état civil, mais la migration et la main-d'oeuvre sont aussi des thèmes intéressants.

35. La plupart des pays africains ont procédé assez récemment à des recensements démographiques, mais certaines différences sont à noter dans les méthodes comme dans la qualité des résultats. Les méthodes vont du comptage "administratif", qui implique l'addition d'estimations pour les petits secteurs aux opérations considérablement plus compliquées fondées sur le dénombrement complet et étayées par des enquêtes par sondage. Certains pays ont rencontré des difficultés parce qu'ils avaient associés trop étroitement leurs opérations de recensement à des considérations politiques, telles que la délimitation des circonscriptions électorales, mais, dans la plupart des cas, l'objectif principal a été une analyse économique et sociale. Bien que certains des renseignements recueillis soient très approximatifs, ils se sont révélés extrêmement utiles quand il s'est agi de comprendre la structure sociale et économique des pays, ce qui revêt une importance toute particulière, étant donné qu'il est souvent nécessaire de modifier quelque peu cette structure pour créer les conditions propices au développement.

36. Parmi les "sous-produits" des recensements démographiques, l'un des plus utiles est une base d'échantillonnage utilisable pour un certain nombre de catégories différentes d'enquêtes. A cet égard,

une condition essentielle est requise, à savoir que les zones de recensement fassent l'objet de cartes convenables et qu'elles soient facilement repérables sur le terrain. Quand ce stade est atteint, les pays peuvent souhaiter examiner si, pour recueillir les statistiques démographiques, le meilleur moyen est de recourir à la méthode traditionnelle du recensement complet ou si le sondage leur permet d'obtenir des renseignements plus complets et plus exacts.

37. Pour ce qui est de l'enregistrement des événements de l'état civil, la situation n'est pas aussi satisfaisante, bien que de nombreux pays se soient bornés à des programmes de portée limitée. Il faudra un certain nombre d'années encore pour établir un système d'enregistrement complet, mais, en attendant, deux méthodes existent que l'on peut utiliser pour pallier le manque de renseignements. La première méthode consiste à se concentrer sur un échantillon de secteurs d'enregistrement et d'augmenter la taille de l'échantillon progressivement jusqu'à la couverture totale. Ce système permet des efforts plus grands dans le sens d'un enregistrement complet dans les secteurs choisis; il fournit en outre des résultats statistiquement utilisables dès les premières étapes. La deuxième méthode, qui est souvent combinée à la première dans la pratique, implique le recours à des enquêtes par sondage rétrospectives, lesquelles se fondent sur le souvenir des événements qui se sont produits pendant une période donnée antérieure à l'enquête.

38. Les sources normales des statistiques des migrations sont les archives des ports et des aéroports, comme aussi des postes établis sur les frontières terrestres. Les renseignements sont toutefois incomplets car nombre de mouvements à travers les frontières terrestres ne sont pas enregistrés. On peut extraire parfois quelques renseignements complémentaires des résultats des recensements démographiques. En outre, il est possible d'obtenir des renseignements à l'occasion d'autres enquêtes. Ces sources fournissent aussi une indication sur les migrations internes. Quoi qu'il en soit, il n'est généralement pas possible de procéder à des enquêtes spéciales sur les migrations, qui soient suffisamment étendues pour être utiles.

39. Très rares sont les pays qui organisent régulièrement des enquêtes sur la main-d'oeuvre. Il semble assez peu probable qu'il y en ait beaucoup qui soient en mesure de le faire dans le proche avenir. En conséquence, le recensement démographique ou les enquêtes par sondage, restent les principales sources de renseignements relatifs à la main-d'oeuvre. Si leurs ressources le leur permettent, les pays pourraient envisager d'entreprendre des enquêtes sur la main-d'oeuvre au milieu des intervalles entre les recensements.

Emploi

40. En ce qui concerne les statistiques de l'emploi, la condition préalable requise est l'existence de séries sur l'emploi, les rémunérations et la durée du travail. Les statistiques des rémunérations, par branches d'activité et selon l'importance des établissements, sont nécessaires pour l'élaboration des politiques de salaires, alors que les renseignements sur la durée du travail fournissent un indicateur utile en même temps qu'ils servent de base aux estimations de la productivité. Les renseignements supplémentaires nécessaires à l'établissement des politiques des salaires et de la main-d'oeuvre, des programmes de sécurité sociale, etc., sont les barèmes des salaires, les avantages supplémentaires et les indications connexes, de même qu'un classement de tous les renseignements selon la profession, le sexe, le niveau de qualification pour toutes les branches d'activité.

41. Les renseignements mentionnés ci-dessus sont importants pour l'analyse économique, outre qu'ils servent de base à la politique du travail. Les paiements correspondant à l'emploi de la main-d'oeuvre constituent une fraction importante de la valeur ajoutée globale, et les rémunérations et leur répartition intéressent le secteur des ménages et la demande globale de biens et services. Une grande partie des autres indications relatives à l'emploi, auxquelles s'ajoutent les renseignements complémentaires concernant les établissements et les entreprises, constituent le cadre d'une analyse plus détaillée de la production. Il y a donc lieu de veiller à ce que les statistiques

de l'emploi puissent être rattachées aux données pertinentes d'autres domaines statistiques.

42. Les renseignements de base sur l'emploi sont recueillis habituellement au moyen de questionnaires envoyés aux établissements; le problème principal est celui de la couverture. Tant qu'on n'aura pas entrepris un recensement convenable des établissements, il sera très difficile de déterminer le champ couvert par les statistiques. On reviendra sur cette question à propos des statistiques des entreprises du secteur organisé.

43. Il convient de noter aussi que les méthodes à utiliser pour recueillir les statistiques de l'emploi sont très semblables à celles dont on se sert pour les enquêtes industrielles. Il y aurait donc lieu, semble-t-il, d'envisager la possibilité de combiner les deux opérations. Sans perdre de vue les difficultés qui en découleraient, il est probable que les entreprises accepteraient d'y collaborer, car le nombre des questionnaires qu'elles auraient à remplir serait beaucoup moins grand.

Enseignement

44. Il est possible de recueillir assez facilement les données sur l'enseignement, qu'il s'agisse des établissements privés ou publics. Il est surtout nécessaire en l'occurrence de donner aux données une forme qui permette d'apprécier l'efficacité du système d'enseignement et ses résultats dans le domaine particulier de la formation de la main-d'oeuvre.

45. Ces renseignements sont généralement suffisants, sauf dans deux cas. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les éléments d'information font souvent défaut, en particulier au sujet des nationaux étudiants à l'étranger et aussi de l'enseignement technique ne relevant pas directement de l'Etat, qui souvent n'est pas connu ou n'est pas observé statistiquement. Des améliorations notables sont indispensables dans ces domaines.

46. Il y a lieu de signaler que certains pays étudient la possibilité d'établir des registres du personnel de niveau supérieur, registres où seraient inscrites toutes les personnes justifiant d'un degré d'instruction sanctionné par un diplôme d'études secondaires ou supérieures et celles qui possèdent des qualifications techniques spéciales. Ces registres seraient extrêmement utiles en ce sens qu'ils garantiraient la meilleure utilisation possible de la main-d'oeuvre des diverses catégories.

47. Les dépenses consacrées à l'enseignement sont considérées comme des dépenses courantes dans les comptes nationaux, ce qui peut se justifier dans les pays industrialisés où l'enseignement parfois ne modifie guère "la réserve" de personnes instruites. En Afrique, la situation est assez différente et il pourrait être plus judicieux de voir dans l'enseignement une sorte de formation de capital. Cette situation exerce une certaine influence sur le cadre général des programmes de développement, qui continuent d'être axés dans une certaine mesure sur la formation de capital.

Logement

48. La situation générale du logement en Afrique est caractérisée par le "surpeuplement" des logements urbains, le délabrement d'un grand nombre de constructions urbaines et rurales alors que l'accélération du rythme d'urbanisation tend à dégrader davantage la situation. Il importe donc que la question du logement soit soigneusement prise en considération dans tous les plans de développement.

49. Les éléments statistiques de base indispensables à une bonne planification des programmes de logement sont tirés des enquêtes périodiques sur la situation générale du logement ou sont les données de base servant à la détermination des besoins ou encore les statistiques courantes concernant la construction et le vieillissement des habitations, lesquelles indiquent la mesure dans laquelle les besoins sont satisfaits. Les définitions admises internationalement sont

données dans le manuel des Nations Unies intitulé Principes généraux d'un recensement de l'habitation, (ST/STAT/SER.H/28) mais l'utilisation de ces définitions donne lieu à des difficultés dans les conditions propres à l'Afrique. Des recherches plus approfondies seraient nécessaires.

50. Les renseignements destinés aux enquêtes périodiques sur le logement sont habituellement recueillis à l'occasion des recensements démographiques et d'autres enquêtes. Rares sont les pays qui sont en mesure de procéder à des enquêtes spéciales sur le logement. Les données de base servant à la détermination des besoins en logements sont les statistiques et les projections démographiques destinées particulièrement à faire ressortir l'augmentation probable du nombre des ménages dans les différentes parties d'un pays et spécialement dans les zones urbaines. Il n'y a aucune difficulté particulière à recueillir les renseignements courants concernant les logements construits à l'aide de capitaux fournis par l'Etat, les administrations locales et les entreprises commerciales. Quant aux logements construits par des particuliers dans les zones urbaines, les renseignements sont fournis par les permis de construire délivrés par les administrations locales et par les dossiers des constructions achevées. Les mêmes sources peuvent aussi procurer certains renseignements, souvent moins complets sur le vieillissement.

51. Du point de vue statistique, on accorde généralement à l'habitation rurale une importance moins grande dans l'ordre d'urgence, car le problème est assez différent de celui des villes. Les maisons d'habitation sont construites selon un modèle traditionnel et les changements éventuels sont motivés surtout par des considérations sociales. A noter que de meilleures installations sanitaires et d'adduction d'eau notamment, peuvent être plus importantes que l'amélioration des logements eux-mêmes.

Santé publique

53. Les statistiques de la santé publique peuvent se ranger en quatre catégories pour les besoins de la classification des données. Ce sont : la mortalité, la morbidité, le personnel et les institutions et les activités des services sanitaires. La morbidité et les activités des services de santé sont étroitement associées en ce sens que ce sont des activités qui fournissent les renseignements sur la morbidité. Un des traits les plus importants des statistiques sanitaires en général concerne l'observation du recul des maladies contagieuses, de celles de l'enfance en particulier. Les renseignements sûrs relatifs aux causes de décès se limitent actuellement, dans une large mesure, aux décès survenus dans les hôpitaux. Cependant, il est possible d'obtenir des données simplifiées grâce au développement des services de l'état civil. Les statistiques de morbidité viennent surtout des archives des hôpitaux et des centres sanitaires. De plus, certaines maladies doivent faire l'objet d'une déclaration. Les archives administratives des accidents de la route, des accidents du travail, etc. constituent d'autres sources utilisables. Lors des recensements démographiques des questions sur l'invalidité sont parfois prévues, mais on ne peut guère les considérer comme une source satisfaisante de renseignements sur la santé. Les enquêtes sur les maladies et les diagnostics sont importantes, mais leur champ est limité.

54. Les renseignements sur le personnel, les institutions et les activités des services de santé forment la base de la planification dans le domaine de la santé publique. En s'appuyant sur les observations du paragraphe 47, on pourrait sans doute proposer que les dépenses consacrées aux services de santé soient considérées comme un moyen de conservation du capital.

Statistiques des entreprises, des ménages, du commerce et des prix

Dispositions générales concernant le rassemblement des éléments d'information

55. A propos de l'élaboration d'un programme de statistique, on a essayé de classer les divers éléments d'une manière commode pour un bureau de statistique. Comme on l'a dit, on doit pour cela tenir compte à la fois de la nature des sujets et des méthodes de rassemblement des éléments d'information. Pour les questions examinées jusqu'ici, la nature des sujets a été le critère principal, mais la situation est quelque peu différente dans le cas des statistiques des entreprises, pour lesquelles il est nécessaire de prendre davantage en considération les méthodes de rassemblement des renseignements.

56. En gros, toutes les entreprises peuvent être classées dans l'un des groupes suivants :

- 1) Les grandes entreprises, qui tiennent une comptabilité et dont on peut obtenir des renseignements au moyen de questionnaires envoyés par la poste, sous réserve qu'un nombre limité d'enquêteurs soient envoyés sur place pour traiter les cas les plus difficiles. Une liste des entreprises de ce genre peut être établie pour servir de base aux enquêtes.
- 2) Les petites entreprises, qui d'ordinaire ne tiennent pas leur comptabilité comme il convient et doivent faire l'objet d'un dénombrement direct. Elles comprennent principalement les petites entreprises manufacturières, commerciales et de prestation de services. Elles existent en assez grand nombre et sont relativement peu stables, de sorte qu'il n'est pas possible d'en tenir un registre à jour.
- 3) Les entreprises qui sont intimement associées aux activités familiales des ménages. Elles comprennent une proportion importante des entreprises africaines tant agricoles qu'artisanales, commerciales, etc. Elles doivent également faire l'objet d'un dénombrement direct et il est bien entendu impossible d'en tenir un registre.

Pour obtenir des statistiques complètes sur les entreprises, l'enquête doit porter sur ces trois groupes et des définitions permettant de classer les diverses entreprises dans l'un d'eux sont indispensables. Ces définitions ont forcément un caractère arbitraire et dépendent des conditions existant dans chaque pays.

57. Le champ d'application des statistiques industrielles existantes est normalement déterminé par la dimension des entreprises, mesurée d'ordinaire par le nombre de personnes employées. C'est le moyen le plus commode pour distinguer entre les groupes 1) et 2) ci-dessus et, bien que loin d'être parfait, c'est probablement celui qui convient le mieux dans la pratique.

58. Le groupe 3) se compose des entreprises intimement associées aux ménages, ce qui constitue la principale différence entre ces entreprises et celles du groupe 2). Toute entreprise de petite dimension qui peut être considérée comme une unité indépendante se range dans le groupe 2); toutes les autres sont des entreprises familiales qui appartiennent au groupe 3).

59. Il apparaît ainsi que les deux critères qui sont la dimension des entreprises et le fait que leur exploitation est intégrée ou non aux activités domestiques des ménages peuvent servir à distinguer entre eux les trois groupes décrits ci-dessus. Il convient de noter également, d'une part que la plupart des entreprises "familiales" se trouvent dans les zones rurales, et d'autre part que l'exploitation des petites entreprises des zones urbaines est généralement indépendante des activités familiales, distinction supplémentaire qui peut faciliter le classement.

60. A l'annexe II, on a ventilé de la manière indiquée ci-dessus les éléments de l'exemple utilisé précédemment. La ventilation par branches d'activité est, bien entendu, possible pour chacun des trois groupes d'entreprises considérés mais, pour plus de simplicité, elle n'a pas été faite.

61. On a inclus dans cette section les statistiques du commerce extérieur et des prix, car elles sont plus étroitement associées aux activités des entreprises qu'aux autres éléments des programmes de statistique.

Statistiques des entreprises (à l'exclusion des entreprises familiales)

62. Il y a lieu de traiter ces entreprises selon les branches de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, à savoir :

- 0) Agriculture, sylviculture, chasse et pêche
- 1) Industries extractives
- 2-3) Industries manufacturières
- 4) Bâtiment et travaux publics
- 5) Electricité, gaz, eau et services sanitaires
- 6) Commerce
- 7) Transports, entrepôts et communications.

On trouvera ci-après quelques-unes des publications contenant des recommandations pour la collecte des renseignements statistiques dans ces différents domaines :

- Groupe 0) Méthodes de collecte des statistiques agricoles courantes, FAO, 1965
- 1-5) Recommandations internationales relatives au programme mondial d'enquêtes industrielles de base de 1963 (série M, No.17, Rev.1)
- 6) Recommandations internationales pour les statistiques de la distribution (série M, No.26)

Un résumé de ces recommandations, portant sur les besoins essentiels seulement, est contenu dans la publication Séries statistiques pouvant servir aux pays peu développés dans leurs programmes de développement économique et social (série M, No.31).

63. Les grandes entreprises qui tiennent une comptabilité peuvent fournir des renseignements relativement détaillés, alors que, pour les petites, les questions posées doivent être de portée beaucoup plus limitée. Toutefois, il est souhaitable dans les deux cas de préparer les questionnaires de manière que les renseignements demandés au sujet des transactions correspondent autant que possible au plan du système de comptabilité nationale adopté pour l'analyse économique générale.

64. Un autre point est à considérer : le rassemblement des statistiques de l'emploi, dont il a été question au paragraphe 43. Les questionnaires utilisés pour les enquêtes industrielles contiennent déjà certains renseignements sur l'emploi; il y aurait le plus grand intérêt à se servir de ces enquêtes pour recueillir toutes les statistiques fondamentales de l'emploi.

Grandes entreprises

65. Les renseignements courants sur les entreprises qui tiennent une comptabilité sont normalement requis sur une base annuelle; on les obtient au moyen de questionnaires envoyés aux entreprises ou à leurs établissements. En règle générale, les pays commencent par recueillir les renseignements relatifs aux grands établissements connus et cherchent ensuite à élargir progressivement le champ couvert. Cette méthode permet, certes, d'obtenir des renseignements utiles, mais elle présente un inconvénient majeur, car la couverture effective d'une "période" quelconque de l'enquête n'est pas connue. On ne pourra résoudre le problème qu'après avoir effectué le recensement complet des établissements des entreprises de ce groupe. Ce recensement doit normalement faire l'objet d'une opération décennale, ce qui revient à dire qu'il est nécessaire de mettre au point un moyen de tenir à jour la liste des établissements durant la période intercensitaire. A cette fin, les enquêteurs appartenant au personnel extérieur pourraient procéder à une observation ininterrompue à l'occasion des autres opérations qui leur sont confiées; on pourrait aussi utiliser les rapports de l'Inspection du travail. L'immatriculation des entreprises deviendra ultérieurement plus utile à cet égard, mais les progrès dans ce domaine ne sont pas encore suffisants.

66. Il y aurait lieu de limiter le recensement décennal à l'obtention de renseignements très simples permettant de dresser une liste des établissements classés selon les branches d'activité et la dimension. Cependant, dans le cas de certaines branches, comme l'agriculture, il peut être nécessaire de saisir cette occasion pour recueillir certains renseignements complémentaires concernant la structure. La principale raison d'être de cette liste des établissements est de servir de base d'échantillonnage pour les enquêtes courantes.

67. On peut penser que tous les grands établissements devront être inclus dans les enquêtes annuelles, alors que, pour les autres établissements on pourra recourir à une enquête par sondage portant sur des fractions sondées plus petites. La couverture des enquêtes et la taille des échantillons sont dans une large mesure fonction des possibilités qu'a le service statistique en cause de mener à bien les opérations à effectuer après le renvoi des questionnaires.

68. En plus des statistiques annuelles, on a besoin de renseignements plus fréquents sur certaines branches d'activité, par exemple pour faire apparaître les variations du niveau de l'activité dans l'industrie manufacturière et la construction et pour établir des prévisions de récoltes pour l'agriculture. Dans les enquêtes à cet effet, il vaut mieux se baser sur les différences par rapport aux résultats de l'enquête annuelle précédente, plutôt que d'essayer d'obtenir des estimations directes des agrégats. A cette fin, il importe que les renseignements recueillis se rapportent à un sous-échantillon des établissements de l'enquête annuelle. Dans le cas des prévisions de récolte, la situation est quelque peu différente, étant donné que les renseignements doivent être basés sur la récolte escomptée par comparaison à la récolte réelle de l'année précédente.

Petites entreprises

69. Les entreprises ainsi désignées sont celles qui appartiennent au second des groupes définis au paragraphe 56. Les renseignements concernant leurs activités doivent être obtenus par dénombrement direct, car elles tiennent rarement leur comptabilité de manière satisfaisante et il est impossible d'établir pour ces entreprises un registre qui puisse servir de base d'échantillonnage, en raison du grand nombre d'établissements en cause et de la fréquence des changements. Comme on l'a signalé au paragraphe 63, les renseignements recueillis doivent être beaucoup plus simples, mais ils doivent néanmoins satisfaire autant que possible aux conditions requises pour la comptabilité nationale.

70. Les petites entreprises seraient normalement comprises dans un recensement industriel, mais il convient de noter que les données ainsi recueillies ne renseignent que sur la structure de l'industrie, et d'autres moyens doivent être utilisés pour choisir des échantillons en vue des statistiques dourantes. Le mieux est en général d'effectuer un sondage aréolaire, la périodicité des enquêtes dépendant des moyens dont disposent les services statistiques. Il est souvent nécessaire de limiter aussi le champ des enquêtes, par exemple en excluant les entreprises de distribution.

Entreprises des ménages et statistiques des ménages

71. Dans le tableau de l'Annexe II, les ménages font partie intégrante d'un système élargi de comptabilité nationale, mais leurs fonctions sont séparées de celles des autres branches de l'économie. Ces fonctions sont au nombre de deux. Premièrement, les ménages sont à l'origine de certaines entreprises, qui font l'objet de la colonne intitulée "Entreprises et ménages". Deuxièmement, les ménages sont les unités dont font partie les consommateurs privés et leurs activités de consommation figurent dans la colonne intitulée "Ménages, etc.". Il y a lieu de signaler que, conformément à la méthode du SCN, le compte afférent à ce secteur comprend aussi les institutions à but non lucratif.

72. Dans l'exemple, il n'y a aucun chiffre concernant l'épargne et les amortissements des entreprises des ménages, car ces postes ne sauraient trouver place facilement sous les rubriques actuelles de la comptabilité nationale (flux 2.4 et 1.2 du SCN). L'épargne de ces entreprises figure donc comme un élément de l'épargne des ménages (flux 4.6 du SCN).

73. Les observations précédentes et l'exemple peuvent servir à donner une indication de la place et des fonctions des ménages dans le cadre d'une économie. Dans tous les pays du monde, les ménages ont une importance primordiale en tant que consommateurs privés et producteurs de travail, mais en Afrique, comme dans les régions analogues, il y a lieu d'accorder une attention spéciale à leurs fonctions qui sont de la nature de celles des entreprises. Cette situation changera à la suite de la création d'entreprises organisées, mais, pour le moment, il faut encore adapter les enquêtes statistiques aux conditions présentes. A cet égard, le tableau de l'Annexe II est intéressant en ce sens que les séries se rapportant aux entreprises organisées et aux entreprises des ménages fournissent une bonne indication du degré du passage d'une catégorie à l'autre.

74. Un certain nombre de caractères qui s'inscrivent normalement sous la rubrique des statistiques des ménages ont été examinés précédemment. Les renseignements concernant la population, les migrations et la main-d'œuvre et les données sociales d'ordre général viennent des recensements démographiques ou des enquêtes par sondage; ce sont des enquêtes plus

spécialisées qui procurent les renseignements relatifs aux naissances, aux décès et à certains aspects de la santé. Il ne sera pas question de ces caractères ici, mais il convient de noter que les enquêtes sur les ménages d'un caractère économique général exigent très souvent que l'on recense des ménages très nombreux pour obtenir des bases d'échantillonnage au deuxième degré. Ces opérations offrent un moyen commode de recueillir des renseignements démographiques et sociaux complémentaires.

75. Les autres postes à considérer dans la présente étude sont donc les suivants :

- 1) Renseignements sur la structure des entreprises des ménages.
- 2) Renseignements courants sur les transactions des ménages relevant aussi bien des fonctions de l'entreprise que des activités domestiques. Ils doivent comprendre des indications sur les quantités correspondantes, sur les avoirs, les dettes, etc. Tous ces renseignements sont nécessaires non seulement pour l'estimation des agrégats, mais aussi pour la connaissance de la répartition des revenus, des activités, etc.
- 3) Renseignements distincts courants des entreprises des ménages, donnant les mesures des superficies et des rendements, les prévisions de récoltes.

76. Les renseignements sur la structure des entreprises des ménages se rattachent aux recensements des branches d'activité du secteur organisé, en ce sens qu'ils fournissent des indications de base sur le nombre et la taille des entreprises ou des établissements dans les diverses branches d'activités. Ces renseignements sont importants pour la planification du développement, mais il y a lieu de signaler que les enquêtes effectuées dans ce domaine ne sont pas destinées à fournir des évaluations directes de la production. De même, elles ne constituent pas la base à partir de laquelle on pourrait établir la liste des entreprises à utiliser ultérieurement pour le rassemblement des statistiques courantes. Les unités sont trop petites et elles changent trop rapidement pour que cette méthode soit efficace. Il n'y a guère qu'une opération importante dans ce domaine : le recensement de l'agriculture. En effet, en Afrique, c'est de l'agriculture que relèvent la majeure partie des activités des ménages. Habituellement, les pays s'efforcent d'effectuer des recensements tous les dix ans au moins. Les recommandations à ce sujet figurent dans le

Programme de la FAO pour le recensement mondial de l'agriculture en 1970. On pourrait effectuer des enquêtes analogues sur la structure des autres entreprises des ménages quand celles-ci sont assez importantes pour les justifier.

77. Il est commode de considérer les statistiques courantes des ménages sous l'angle principalement des transactions. Comme on l'a indiqué précédemment, ces transactions doivent englober les activités des entreprises comme les activités des ménages et les chiffres doivent faire apparaître, s'il y a lieu, les valeurs et les quantités. Comme la plupart des ménages ne l'ont, économiquement parlant, aucune distinction entre les divers types de transactions, il faut que la comptabilisation se fasse sous la forme d'un compte unique qui s'équilibre. Les principaux postes à considérer sont donnés dans la liste suivante, qui répond aux besoins de la comptabilité nationale. Cette liste n'a d'autre but que de servir de guide et certains postes devront être élargis ou modifiés eu égard aux besoins particuliers.

Renseignements sur les ménages pendant la période de référence, avec, s'il y a lieu, indications des quantités et des valeurs.

Recettes

Ventes de biens et de services par les entreprises des ménages et production familiale consommée, classées par branches d'activité.

Revenu provenant de l'emploi et autres rémunérations par branches d'activité.

Revenus de la propriété.

Autres recettes, venant de l'Etat (subventions à l'agriculture, etc.).

Ventes de biens, classées selon l'usage (familial ou par branches d'activité).

Emprunts des ménages et emprunts remboursés par d'autres.

Divers envois de fonds en provenance de sources nationales et étrangères.

Paielements

Dépenses de fonctionnement des entreprises des ménages, classées par branches d'activité.

Achat de biens locaux et de biens importés pour transformation et revente, avec indication de la branche d'activité d'origine.

Location de bâtiments et de matériel.

Emploi de main-d'oeuvre.

Autres dépenses de fonctionnement.

Dépenses familiales

Biens de consommation et biens durables achetés ou échangés contre la production familiale, par branche d'activité d'origine.

Taxes et impôts.

Loyers.

Intérêts de la dette des consommateurs.

Prêts et remboursements des emprunts

Achat ou répartition de biens, classés selon l'usage (familial ou par branches d'activité)

Envois de fonds divers dans le pays ou à l'étranger

Note : Les recettes moins les paiements égalent l'accroissement des stocks et des avoirs liquides. La comptabilisation de ces deux postes séparément peut ne pas être possible.

78. Dans les zones rurales, les statistiques générales des ménages mentionnées précédemment peuvent être normalement recueillies au moyen d'un échantillon "étalonné" pour permettre une couverture géographique assez large. Une longue période d'enregistrement est habituellement nécessaire pour chaque ménage et il faut une stratification au deuxième degré du sondage. L'enregistrement de la production, des ventes et des autres transactions se fait à l'occasion de visites hebdomadaires ou bimensuelles à tous les ménages de l'échantillon. Pour les sous-échantillons "changeants" les visites sont quotidiennes, pendant des périodes plus courtes. Elles permettent de recueillir des renseignements sur la consommation relevant du système de subsistance et des indications complémentaires notamment sur les achats des ménages et aussi de vérifier et, le cas échéant, corriger les résultats fournis par l'échantillon principal.

79. Les renseignements enregistrés dans les zones urbaines sont essentiellement les mêmes que ceux des zones rurales, mais on peut s'en tenir à des périodes d'enregistrement plus courtes pour les divers ménages si la plus grande partie des revenus sont représentés par les salaires, car il est alors moins difficile de classer les ménages en fonction de leurs revenus. Les fluctuations saisonnières sont également moins importantes, encore qu'il soit toujours souhaitable d'étaler les enquêtes sur une longue période si cela est possible. Il y a lieu de noter que, dans les zones urbaines, les renseignements portant sur les budgets des ménages sont beaucoup plus étroitement limités aux activités familiales.

80. Les enquêtes sur les ménages des types mentionnés ci-dessus peuvent porter sur des zones relativement vastes, mais il est peu probable que les pays soient en mesure d'assurer annuellement une couverture nationale. On doit donc observer différentes zones successivement pour obtenir une couverture complète au bout de plusieurs années. Les zones à prendre en premier seront les plus importantes par leurs possibilités de production et de développement. Là où la production de subsistance prédomine, des formes d'enquêtes plus simples peuvent être utilisées.

81. Les enquêtes sur les ménages en zones urbaines comme en zones rurales incombent à l'organisme permanent des services de statistique qui est chargé des opérations sur le terrain. La difficulté consiste à organiser ces enquêtes pour qu'elles s'incorporent à un programme continu de travail. A ce propos, il convient de ne pas perdre de vue que le personnel des opérations sur le terrain doit aussi participer notamment à diverses enquêtes sur les structures dont il a été question précédemment.

82. Les postes du troisième groupe indiqué au paragraphe 75 intéressent presque tous l'agriculture et concernent principalement la mesure des superficies et des rendements et les prévisions de récoltes. C'est au personnel des opérations sur le terrain spécialisé dans l'agriculture qu'il incombe de recueillir les renseignements mais ce travail doit se poursuivre en liaison aussi étroite que possible avec le rassemblement des autres statistiques courantes sur les ménages. Il y aurait grand intérêt à prendre pour mesurer les superficies, les échantillons de ménages

servant pour les enquêtes rurales déjà mentionnées. Les mesures de rendement seront traitées de la même manière, mais elles sont limitées aux cultures essentielles. On pourrait aussi se servir des mêmes échantillons pour les prévisions de récoltes, mais alors on a surtout besoin d'évaluer les variations de la superficie cultivée et des cultures sur pied par rapport à l'année précédente.

83. Etant donné que les enquêtes sur les ménages ne sauraient chaque année s'étendre à toutes les régions rurales d'un pays, il peut être nécessaire pour les années intercalaires, d'observer d'une autre manière les postes les plus importants. Ces postes, eux aussi, relèvent surtout de l'agriculture et concernent surtout les prévisions de récoltes et l'évaluation de la production réelle. C'est le personnel des opérations sur le terrain spécialisé dans l'agriculture qui sera chargé de recueillir les renseignements. Pour ne pas avoir à faire un nouveau recensement des ménages, on pourrait, par exemple, continuer d'utiliser l'échantillon du deuxième degré qui a servi pour l'enquête précédente. A la suite de visites à ces ménages, on obtiendrait sur les variations de la superficie cultivée et sur l'état des cultures des indications qui serviraient de base aux coefficients à prendre pour corriger les résultats de l'enquête en vue d'établir les prévisions de l'année en cours. Pour les évaluations de la production réelle on pourrait à la fois tabler sur la mémoire des intéressés et sur des mesures de superficie et de rendement se rapportant au même échantillon.

84. Dans toutes les statistiques relatives aux ménages, il importe que l'on s'appuie dans la plus large mesure possible sur des renseignements supplémentaires. Ainsi on peut obtenir un grand nombre de renseignements sur la production dans les archives des organismes de commercialisation et auprès des coopératives d'exploitants agricoles. D'autres sources utiles sont les dossiers relatifs aux distributions de semences, aux pulvérisations et aux autres opérations exécutées par les services de l'agriculture.

Commerce extérieur

85. Les renseignements sur le commerce extérieur sont probablement les plus nécessaires en Afrique pour les besoins de la planification économique. Parce qu'elles mesurent le flux de biens en un point capital, les statistiques du commerce extérieur donnent un excellent aperçu des niveaux de la formation de capital, des niveaux et de la composition de la consommation, de l'ampleur et de la structure des diverses activités, des transformations de l'agriculture sur le plan technique et de la production des diverses cultures commerciales.

86. Les pays africains doivent, pour importer les biens d'équipements et autres qui serviront au développement, se procurer des devises, en exportant des produits, en assez petit nombre, qui sont surtout des produits primaires ou semi-finis. Les fluctuations que subissent ces produits sur le marché mondial peuvent avoir d'importantes conséquences sur les perspectives de développement et sur la stabilité interne. Les plans de stabilisation des prix à la production, la politique des prix de vente, l'existence de nouveaux marchés et les possibilités de diversifier la composition des exportations sont autant d'éléments à considérer à cet égard. Les statistiques des exportations, en volume et en valeur, classées par catégories de produits et par pays, sont une partie importante des renseignements à réunir. Des séries analogues afférentes aux importations sont nécessaires pour la mise au point de mesures visant à un emploi judicieux des devises étrangères. Pour toutes les questions se rapportant au commerce extérieur on doit tenir compte des effets des taux de change variables ou multiples.

87. Les séries des exportations et des importations, en volume et en valeur, sont aussi une base pour le calcul des indices du quantum et de la valeur unitaire. Les indices de la valeur unitaire montrent les variations des termes de l'échange et ensemble les deux types d'indices fournissent des renseignements sommaires permettant de traiter les questions relatives aux relations entre volumes et valeurs dans le commerce extérieur et entre conditions économiques extérieures et intérieures.

A cette fin, on devrait disposer de classifications d'intérêt économique autres que la Classification type pour le commerce international. Outre les indices, il y aurait lieu d'établir des séries des prix des principaux articles exportés et importés.

88. Pour une analyse plus poussée des comptes nationaux, comme celle qui est donnée à l'Annexe I, il faut une ventilation, par branches d'activité, des importations et des exportations et une répartition des importations entre les mises de facteurs et les produits finaux. Il est souhaitable que cette répartition soit élargie pour constituer une classification plus complète des utilisations finales, car on se sert de cette classification pour divers usages importants autres que le calcul des indices et la construction des comptes nationaux.

89. La préparation des séries du commerce extérieur est un des premiers travaux statistiques que les pays entreprennent, car ils se rendent rapidement compte de l'urgente nécessité des renseignements statistiques sur le commerce extérieur. Ces renseignements peuvent être obtenus dans les dossiers des services des douanes aux ports et aux postes frontières. Très souvent l'administration des douanes s'est chargée des opérations longtemps avant la création d'un bureau de statistique. Quoi qu'il en soit, il est souhaitable qu'elles soient confiées rapidement au bureau de statistique pour qu'on ait la certitude que les données seront exploitées convenablement selon les méthodes statistiques. On peut aussi faire valoir que l'établissement des statistiques du commerce extérieur réclame un équipement important de traitement et que, par conséquent, si le bureau de statistique est doté très tôt de cet équipement, la mécanisation des autres opérations peut être hâtée.

90. Presque tous les pays africains exploitent leurs statistiques du commerce extérieur conformément à la Classification type pour le commerce international et à la Nomenclature douanière de Bruxelles. Ceux qui n'y sont pas encore venus envisagent de le faire. Quoi qu'il en soit, une amélioration des statistiques du commerce extérieur de la plupart des pays est toujours possible, surtout de celles des pays qui possèdent de longues frontières terrestres à travers lesquelles des marchandises passent sans être enregistrées.

Prix de gros et de détail

91. On a déjà signalé que la tendance est généralement de ne recueillir de renseignements détaillés sur les entreprises de distribution et sur les entreprises prestataires de services qu'à un stade relativement avancé du développement statistique. C'est parce qu'il est difficile d'obtenir des renseignements sur les nombreuses petites unités à observer. Toutefois, l'établissement d'un relevé statistique général acceptable des activités n'en pâtit guère s'il existe un autre moyen d'évaluer les marges de distribution pour les divers types de biens vendus et les bénéfices procurés par la prestation de services. Les renseignements sur les prix peuvent être très utiles dans le cas en particulier des marges de la distribution.

92. Pour ce qui est des renseignements sur les prix, la situation est assez particulière. Les pays ont besoin de séries sur les prix de détail des divers produits aux premiers stades du développement statistique. Le plus souvent on a veillé à ce que les matériaux requis existent. Ces séries sont importantes pour la mesure des variations du coût de la vie et pour la recherche des déséquilibres qui peuvent survenir entre l'offre et la demande de biens destinés à la consommation individuelle. Ces renseignements sont plus faciles à recueillir que ceux qui ont trait aux autres aspects des activités de distribution. On leur donne normalement la forme d'indices des prix de détail. Les prix de gros posent un problème un peu plus difficile, mais, pour certains produits, on doit tâcher de recueillir assez tôt les renseignements voulus.

93. On peut rassembler un grand nombre des renseignements sur les prix au moyen de questionnaires envoyés régulièrement par la poste, mais des visites ultérieures sont nécessaires. Cependant, le relevé des prix de détails sur les marchés, etc., exige un travail suivi des enquêteurs et ces prix donnent lieu fréquemment à des difficultés, particulièrement lorsqu'ils sont débattus et que l'unité des biens vendus n'est pas facilement repérable. Pour les enquêteurs, la seule méthode satisfaisante consiste à peser les biens achetés. Deux solutions s'offrent à eux : soit acheter eux-mêmes les articles, soit poser des questions à des consommateurs qui les ont achetés.

Conclusions

94. Pour le développement des statistiques en Afrique, la situation générale se présente bien, mais de grandes différences continuent d'exister entre les pays et des progrès considérables sont encore à réaliser avant que les services d'information statistique puissent être considérés comme satisfaisants. On a constaté que, normalement, le développement des statistiques s'accélère dès que les pays commencent à s'intéresser activement aux aspects techniques de la planification.

95. Aux tout premiers stades du développement des statistiques, ce qu'il faut surtout ce sont des renseignements de bonne qualité sur la population fournis par un recensement et des renseignements sur le commerce extérieur, auxquels s'ajouteront toutes les données qui pourront être obtenues auprès des administrations. Dès le départ une analyse satisfaisante des finances publiques est indispensable. On doit s'efforcer très rapidement de construire des comptes nationaux, car non seulement ils sont utiles à la compréhension des fonctions de l'économie, mais ils servent aussi à dégager certaines des conditions essentielles au développement des statistiques. Il est, en outre, nécessaire que l'on commence très tôt à recueillir des données sur les entreprises organisées et les ménages, car, dans ces secteurs, la mise au point des statistiques est très longue.

96. De nombreux pays africains, toutefois, ont dépassé de loin les premières étapes de leur développement statistique et ils ont déjà créé des bureaux de statistique. Pour ces pays, le problème est moins d'entreprendre des activités nouvelles que d'améliorer la qualité et la couverture des renseignements. Ces pays en sont au point où ils doivent s'attacher davantage aux questions se rapportant aux méthodes et aux programmes statistiques. On a émis l'avis à ce propos que les travaux se trouveront facilités si une attention spéciale est accordée aux conditions requises pour l'établissement progressif d'un état statistique d'ensemble et aux relations réciproques des divers secteurs de l'économie.

Système de comptabilité nationale indiquant les produits intermédiaires
et donnant la ventilation par branches d'activité (suite)

Ref. SCN		Industries extractives	Industries manufacturières	Agriculture	Distribution	Services	Toutes branches	Transactions entre branches d'activité	Ménages, etc.	Etat	Epargne/inves- tissement	Reste du monde
	<u>Valeur ajoutée</u>											
4.5	Transferts courants								0,1	0,1	-	-0,2
5.4	au reste du monde											
6.5												
4.11	Transferts courants											
5.12	en provenance du								-0,1	-0,1	-	0,2
	reste du monde											
6.3												
4.10	Transferts courants											
5.3	de l'Etat aux ménages								-3,1	3,1	-	-
4.6	Epargne des ménages								-0,3	-	0,3	-
5.5	Epargne de l'Etat								-	2,4	-2,4	-
6.6	Excédent de la nation											
	en compte courant								-	-	-0,1	0,1
	Total de la valeur ajoutée	2,9	12,9	5,9	2,3	12,4	36,4		-26,9	-0,3	-9,4	0,2
E	Produit brut	3,8	17,9	8,8	2,8	17,1	50,4	-5,0	-26,9	-2,3	-9,4	-6,8
	<u>Composition de l'offre</u>											
E	Produit brut	3,8	17,9	8,8	2,8	17,1	50,4	-5,0	-26,9	-2,3	-9,4	-6,8
1.10*	Produits finaux importés	-	3,3	2,6	-	1,0	6,9	-	-	-	-	-6,9
D	Marges de distribution	0,4	1,5	0,8	-	1,4	4,1	-4,1	-	-	-	-
1.3*	Impôts indirects	-	0,8	0,1	1,8	0,3	3,0	-	-	-3,0	-	-
1.4	Moins subventions	-	-	-0,1	-	-	-0,1	-	-	0,1	-	-
	Total offre/demande	4,2	23,5	12,2	4,6	19,8	64,3	-9,1	-26,9	-5,2	-9,4	-13,7
	<u>Composition de la demande</u>											
C	Ventes aux autres sec- teurs	-0,3	-0,7	-2,3	-4,6	-1,2	-9,1	9,1	-	-	-	-
1.5	Consommation privée	-	-9,1	-6,7	-	-11,1	-26,9	-	26,9	-	-	-
1.6	Consommation de l'Etat	-	-1,4	-1,1	-	-2,7	-5,2	-	-	5,2	-	-
1.7	Formation intérieure brute de capital fixe	-	-5,8	-0,2	-	-2,0	-8,0	-	-	-	8,0	-
1.8	Accroissement des stocks	-0,4	-0,3	-0,5	-	-0,2	-1,4	-	-	-	1,4	-
1.9	Exportations de biens et de services	-3,5	-6,2	-1,4	-	-2,6	-13,7	-	-	-	-	-13,7

Note : L'astérisque indique que les flux du tableau sont une partie des flux du SCN.
Les flux de A à E sont des additions aux comptes de base du SCN.

ANNEXE I

Système de comptabilité nationale indiquant les produits intermédiaires
et donnant la ventilation par branches d'activité

Réf. Son	Industries extractives	Industries manufacturières	Agriculture	Distribution	Services	Total toutes branches	Transactions entre branches d'activité	Ménages, etc.	Etat	Epargne/investissement	Reste du monde
	<u>Principaux facteurs de production</u>										
1.10*	Facteurs de production importés	0,5	2,5	1,3	0,2	2,5	7,0	-	-	-	-7,0
1.3*	Droits sur facteurs importés	0,1	0,7	0,4	-	0,8	2,0	-	-	-2,0	-
A	Principaux facteurs de production locaux	0,3	1,5	1,1	0,3	1,3	4,5	-4,5	-	-	-
B	Marges de distribution	-	0,3	0,1	-	0,1	0,5	-0,5	-	-	-
	Total des facteurs de production	0,9	5,0	2,9	0,5	4,7	14,0	-5,0	-	-2,0	-7,0
	<u>Valeur ajoutée</u>										
2.1	Rémunération des travailleurs	1,5	6,9	2,1	1,2	7,7	19,4	-19,4	-	-	-
2.2	Revenu des entreprises non constituées en sociétés	-	0,5	3,0	0,7	1,3	5,5	-5,5	-	-	-
2.3	Revenu de la propriété	0,3	1,2	0,7	0,2	1,4	3,8	-3,8	-	-	-
2.4	Epargne des sociétés	0,4	2,1	-	0,2	1,3	4,0	-	-	-4,0	-
2.5	Impôts directs frappant les sociétés	-	0,3	-	-	0,2	0,5	-	-0,5	-	-
2.6	Revenu de l'Etat	-	-	-	-	0,7	0,7	-	-0,7	-	-
2.7	Moins intérêt de la dette publique	-	-	-	-	-0,5	-0,5	-	0,5	-	-
2.8	Moins intérêt de la dette des consommateurs	-	-	-	-0,1	-	-0,1	0,1	-	-	-
2.10	Moins revenus nets de facteurs en provenance du reste du monde	-	-	-0,1	-	-	-0,1	-	-	-	0,1
1.2	Provisions pour consommation de capital fixe intérieur	0,7	1,9	0,2	0,1	0,3	3,2	-	-	-3,2	-
4.3	Impôts directs frappant les travailleurs							4,9	-4,9	-	-
4.4	Autres transferts courants à l'Etat en provenance des ménages							0,2	-0,2	-	-

Système de comptabilité nationale donnant la ventilation de la production
entre les entreprises organisées et les entreprises des ménages

[illegible]

Système de comptabilité nationale donnant la ventilation de la production
entre les entreprises organisées et les entreprises des ménages (suite)

Réf. JON		Grandes entreprises	Petites entreprises	Entreprises des ménages	Total toutes branches	Transactions entre branches d'activité	Ménages, etc.	Etat	Epargne/in- vestissement	Reste du monde
	<u> Valeur ajoutée</u>									
4.6	Epargne des ménages						-0,3	-	0,3	-
5.5	Epargne de l'Etat						-	2,4	-2,4	-
6.6	Excédent de la nation en compte courant						-	-	-0,1	0,1
	Total de la valeur ajoutée	23,8	6,0	6,6	36,4		-26,9	-0,3	-9,4	0,2
E	Produit brut	32,8	8,3	9,3	50,4	-5,0	-26,9	-2,3	-9,4	-6,8
	<u>Composition de l'offre</u>									
E	Produit brut	32,8	8,3	9,3	50,4	-5,0	-26,9	-2,3	-9,4	-6,8
1.10*	Produits finaux importés	5,2	-	1,7	6,9	-	-	-	-	-6,9
D	Marges de distribution	2,7	0,7	0,7	4,1	-4,1	-	-	-	-
1.3*	Impôts indirects	1,6	0,4	1,0	3,0	-	-	-3,0	-	-
1.4	Moins subventions	-0,1	-	-	-0,1	-	-	0,1	-	-
	Total offre/demande	42,2	9,4	12,7	64,3	-9,1	-26,9	-5,2	-9,4	-13,7
	<u>Composition de la demande</u>									
C	Ventes aux autres secteurs	-4,4	-1,1	-3,6	-9,1	9,1	-	-	-	-
1.5	Consommation privée	-17,5	-4,0	-5,4	-26,9	-	26,9	-	-	-
1.6	Consommation de l'Etat	-3,6	-0,7	-0,9	-5,2	-	-	5,2	-	-
1.7	Formation intérieure brute de capital fixe	-5,7	-1,4	-0,9	-8,0	-	-	-	8,0	-
1.8	Accroissement des stocks	-0,9	-0,2	-0,3	-1,4	-	-	-	1,4	-
1.9	Exportations de biens et de services	-10,1	-2,0	-1,6	-13,7	-	-	-	-	13,7

Note : Voir note de l'Annexe I.